



Une ingénierie collective pour un nouveau modèle de société à horizon 2050

EXPERTISE

Le c
de l
civi

L'ex

Saisine liée : POUR UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ SOUTENABLE, DURABLE ET INCLUSIVE À L'HORIZON 2050

Formation de travail liée : COMMISSION AVIS TRANSVERSE

Le constat est sans appel : notre modèle peine à répondre aux attentes fondamentales des Français. Entre urgence climatique, mutation du travail et effritement du lien social, le sentiment d'un pays contraint par les crises successives domine. Le CESE a lancé une démarche prospective inédite pour répondre à une question centrale : quels défis à relever pour construire un modèle de société soutenable, durable et inclusive construire à l'horizon 2050 ?

Portée par une commission temporaire réunissant les membres du Bureau du CESE, avec Élodie Martinie-Cousty (Groupe Environnement et nature) et Patrick Lévy-Waitz (Groupe Agir autrement) pour rapporteurs, cette réflexion s'appuie sur une méthode innovante : un parcours délibératif en quatre étapes clés dont le résultat a été dévoilé en assemblée plénière le 25 mars 2026. Décryptage.

1. L'expertise des conseillères et conseillers : établir un diagnostic partagé

La première phase a consisté à stabiliser un socle de connaissances partagé par l'ensemble de la société civile organisée. Les conseillères et conseillers de la commission temporaire ont auditionné les meilleurs experts (des chercheurs, des économistes et des acteurs de terrain) pour analyser la fragilité de notre contrat social à l'aune de 5 objectifs prioritaires et partagés :

Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive : interroger la rémunération, le sens et l'évolution des métiers face aux transitions

Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité pour chacune et chacun : assurer la pérennité du modèle social français et la lutte contre le non-recours aux droits

Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique et de la perte de la biodiversité : adapter nos modes de production et de consommation à l'urgence écologique

Préserver le régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile : renforcer le lien citoyen face aux risques de polarisation et de défiance

Maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations-Unies et du droit international : penser la France dans un contexte de tensions géopolitiques accrues et de nécessité de coopérations internationales robustes

Ce travail a permis de transformer des constats techniques en enjeux politiques majeurs. Une séance plénière, organisée le 24 juin 2025 sous forme de table ronde, est venue conclure ce diagnostic, posant la question centrale : comment la France peut-elle rester fidèle à son pacte républicain tout en opérant une métamorphose radicale ?

Découvrez quels sont les défis pour la France à horizon 2050

2. L'exploration des possibles : matérialiser des futurs possibles

Parce que l'avenir ne peut être une simple prolongation des tendances actuelles, **le CESE a intégré une dimension prospective en collaboration avec l'Institut des Futurs Souhaitables (IFS)**. Le but de ces scénarios n'est pas de prédire le futur, mais de proposer des récits dont l'analyse a permis d'identifier des points de convergence quel que soit le choc envisagé (choc écologique, guerre hybride), et une projection sur le temps long.

En explorant des trajectoires de rupture et des contextes de souverainetés renforcées sur l'essentiel (alimentation, santé, énergie), la commission a ainsi pu identifier les conditions de robustesse d'un modèle de société pour qu'il reste viable et protecteur face aux transformations et ruptures en cours.

3. L'écho des territoires : intégrer les spécificités locales

Aucun modèle national ne peut être durable s'il n'est pas confronté à la réalité du terrain. **Le CESE a ainsi sollicité les CESER (échelon régional) et les Codev (échelon local (intercommunalités)), ces derniers ayant travaillé sur 24 contributions détaillées.**

Ces retours, synthétisés et travaillés lors d'une journée délibérative le 15 janvier 2026, ont permis de « territorialiser » les enjeux. Qu'il s'agisse de la gestion des ressources en Outre-mer, de l'adaptation du logement en zone littorale ou des mutations industrielles dans les bassins d'emploi ruraux, cette étape a assuré que le travail du CESE intègre les spécificités locales. Ce maillage entre le Palais d'Iéna et les acteurs de proximité garantit l'effectivité des solutions proposées.

4. La parole citoyenne : construire ensemble les défis à relever

Dernier maillon de cette chaîne délibérative : la participation directe des citoyens. Un panel de 36 citoyennes et citoyens alumni du CESE s'est réuni les 5 et 6 février 2026.

L'objectif est ici double : recueillir les réactions du panel face aux scénarios prospectifs et, surtout, hiérarchiser les défis à relever et les priorités d'action. **Les citoyens sont ainsi placés en position d'arbitres : quels leviers sont jugés les plus acceptables, les plus urgents et les plus porteurs d'espoir ?** Ce dispositif assure une redevabilité forte du CESE envers les citoyennes et les citoyens, en intégrant directement leurs aspirations au cœur de la délibération finale.

Découvrir la résolution du CESE